



- communiqué de presse -

**Maison de l'histoire de France :**  
**Sarkozy tranche, et ampute les Archives nationales**

Le 12 septembre, lors de son déplacement à Lascaux, Nicolas Sarkozy a rendu publique sa décision d'implanter la Maison de l'histoire de France sur le site parisien des Archives nationales.

Non content d'avoir déjà démoli, l'an dernier, la Direction des Archives de France, l'Élysée et le Ministre de la culture enclenchent à présent, sous couvert de grand projet présidentiel, une vaste opération dont les conséquences s'annoncent catastrophiques pour le service des Archives nationales.

Brutalement, sans débat ni la moindre concertation, Nicolas Sarkozy revient sur une succession d'engagements politiques pour les Archives nationales et sur les arbitrages pris jusqu'ici (dont ceux rendus par Frédéric Mitterrand en décembre 2009), remettant du même coup totalement en cause l'ensemble du projet scientifique et culturel de l'institution, au mépris de plusieurs années de travail.

Comme si l'amputation annoncée des espaces et des capacités matérielles de conservation du site parisien des Archives nationales ne suffisait pas, les effectifs du service à compétence nationale seront mis à contribution pour les travaux et événements préparatoires à l'inauguration de la Maison de l'histoire de France dont, par exemple, la première « grande exposition », fin 2011, voulue par le Chef de l'État. Ironie de l'histoire, le Cabinet de Frédéric Mitterrand reconnaissait lui-même il y a 10 jours que les effectifs actuels des Archives nationales n'étaient pas à la hauteur pour permettre l'ouverture dans des conditions satisfaisantes du futur centre de Pierrefitte-sur-Seine en 2012 !

A terme, d'évidence, c'est une bonne partie des missions, des services et des moyens du site parisien des Archives nationales qui seront progressivement détournés, dans un contexte de réduction drastique des effectifs et des crédits publics, au service de la Maison de l'histoire de France. Telle est la logique des annonces présidentielles de dimanche dernier, ce que n'ont pas absolument contesté les représentants du ministère de la culture recevant, le 13 septembre, les organisations syndicales.

L'intersyndicale et les personnels des Archives s'opposent à juste titre à ce dépeçage programmé du site parisien des Archives nationales. Toute la CGT-Culture est engagée, à leurs côtés, dans cette bataille.

**D'autres implantations, d'autres choix sont possibles.  
De la place il y en a,  
pas aux Archives nationales !**

Paris, le 15 septembre 2010